

Professeur Pierre PELLERIN : «L'injustice de Tchernobyl est réparée»

• Par [Cyrille VANLERBERGHE](#)

• Publié le 21 novembre 2012 dans **Le Figaro**

L'ex-responsable de la radioactivité en France obtient un non-lieu de la Cour de cassation. Il s'exprime pour la première fois dans Le Figaro .



Le professeur Pellerin en compagnie de la ministre de la Santé Michèle Barzach, dans le laboratoire du SCPRI au Vésinet, en 1986. GABRIEL DUVAL/AFP

La longue dispute judiciaire sur l'impact sanitaire du nuage de Tchernobyl en France est enfin close. La Cour de cassation a prononcé un non-lieu, mettant hors de cause le Pr Pierre PELLERIN, ancien patron du Service de protection contre la radioactivité en France (SCPRI) au moment de l'explosion du réacteur de la centrale ukrainienne en avril 1986.

Ce haut fonctionnaire, aujourd'hui âgé de 89 ans, était accusé depuis vingt ans d'avoir **minimisé les risques des retombées radioactives** sur la France et d'avoir de cette manière mis en danger des personnes qui auraient contracté

des maladies radio induites, comme des cancers de la thyroïde. Il était devenu le symbole de l'idée selon laquelle **«le nuage de Tchernobyl (s'était) arrêté à la frontière», une phrase qu'il n'a pourtant jamais prononcée.**

Il avait été mis en examen en 2006 pour **«tromperie et tromperie aggravée»** et était entendu comme témoin assisté **«sur les faits de blessures et homicides involontaires»** à la suite de plaintes déposées par l'Association française des malades de la thyroïde et de l'association antinucléaire **Criirad**.

Composition du nuage radioactif

«Je suis transi de bonheur en voyant que cette injustice est enfin réparée, plus de 25 ans après les faits», a déclaré avec émotion au Figaro le Pr **Pierre PELLERIN**, brisant pour la première fois le mur du silence qu'il opposait aux médias depuis deux décennies. **«Je n'ai jamais menti, et les accusations portées contre moi sont un scandale entretenu depuis vingt ans par les ennemis du nucléaire en France»**, a-t-il poursuivi.

L'affaire remonte aux premiers jours de mai **1986**, pendant les ponts du 1er et du 8 mai, peu après la catastrophe de Tchernobyl, quand le Pr **PELLERIN** s'est retrouvé être le seul expert français à s'adresser aux médias. Car si le réacteur n°4 de la centrale a explosé le **26 avril 1986**, la catastrophe fut d'abord cachée au reste du monde par les autorités soviétiques. Les premières mesures anormales de la radioactivité ne furent découvertes que le **28 avril** par les ouvriers d'une centrale nucléaire en Suède.

«Le SCPRI a été le premier à donner la composition du nuage radioactif qui a survolé l'Europe, et cela dix jours avant que des gens qui avaient l'intention de détruire le nucléaire français affirment le contraire», explique **Pierre PELLERIN**. Les premières mesures françaises de radioactivité, communiquées par lui à l'antenne des télévisions nationales ont été réalisées grâce à des prélèvements de poussières sur des avions d'Air France.

Plusieurs jours d'affilée, le responsable français présente à la télévision des cartes -très schématiques, la Corse n'y figurait pas- résumant les niveaux de radioactivité mesurés sur le territoire français. Comme le répète depuis des années son avocat **Georges HOLLEAUX**, **Pierre PELLERIN** n'a jamais prétendu que le panache radioactif n'avait pas franchi les frontières. **Les chiffres qu'il avait présentés ne montraient d'après lui aucun risque.**

Dédramatiser la situation

«Les niveaux étaient très bas, il n'y avait aucun danger pour la santé publique», affirme-t-il encore **26** ans après. Une affirmation contestée par les opposants au nucléaire, et certains spécialistes qui ont montré que les cartes

présentées sous-estimaient les pics de doses dans certaines régions, comme l'Est et la Corse notamment. Raide, arrogant, mal à l'aise à l'antenne et clairement pétri de certitudes, le haut fonctionnaire est apparu pour beaucoup comme un porte-parole du lobby nucléaire qui cherchait par tous les moyens à dédramatiser la situation après la première catastrophe nucléaire majeure en Europe.

«Je représentais la Santé publique en France, pas le CEA ou l'industrie nucléaire», se défend-il aujourd'hui, rajoutant une pique à l'égard de ses anciens confrères: **«ils n'étaient pas renseignés sur Tchernobyl au CEA, c'est moi qui étais responsable de tout ce qui était sanitaire.»**

«Avec le recul, on sait que le Pr PELLERIN avait raison, il n'y a eu aucune conséquence sanitaire en France, comme l'a reconnu l'arrêt de la Cour de cassation», défend Me **Georges HOLLEAUX**. L'arrêt de la Cour conclut en effet qu'il est, **«en l'état des connaissances scientifiques actuelles, impossible d'établir un lien de causalité certain entre les pathologies constatées et les retombées du panache radioactif de Tchernobyl»**.

«La justice montre que mon client n'a pas menti, même s'il n'avait ni le profil ni la préparation nécessaire pour communiquer la position officielle de la France dans le cadre d'une catastrophe de cette gravité», reconnaît **Georges HOLLEAUX**.

Après ce grave couac de communication en **1986**, les autorités nucléaires françaises ont apparemment tiré les leçons et ont depuis fait preuve de plus de prudence et de transparence pour communiquer après la récente catastrophe de Fukushima.

L'expertise publique représentée aujourd'hui par l'**IRSN** (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) a été séparée de l'autorité administrative représentée par l'**ASN** (Autorité de sûreté nucléaire).

Ce n'était pas le cas en 1986, le Pr **PELLERIN** cumulait les deux fonctions.



Tchernobyl: décès du professeur Pierre Pellerin

https://www.sciencesetavenir.fr/sante/tchernobyl-deces-du-professeur-pierre-pellerin_25815